AMNESTY INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : PRE01/261/2012
24 May 2012

Rapport 2012 : La tyrannie et l'injustice n'ont plus les coudées franches

ALORS QUE LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU SEMBLE DE PLUS EN PLUS INADAPTÉ AUX BESOINS, IL FAUT UN TRAITÉ FORT SUR LE COMMERCE DES ARMES

Le courage dont ont fait preuve les manifestants au cours de l'année écoulée a été de pair avec les défaillances d'un Conseil de sécurité de l'ONU qui apparaît usé, déphasé et de plus en plus inadapté aux besoins, a déclaré Amnesty International à l'occasion de la publication de son 50e rapport annuel sur la situation des droits humains dans le monde. L'organisation a lancé à cette occasion un appel en vue de l'adoption cette année d'un traité fort sur le commerce des armes.

« La défaillance du pouvoir politique est un phénomène désormais mondial, a déclaré Salil Shetty, le secrétaire général de l'organisation. D'un pays à l'autre, on a vu l'an dernier des responsables politiques répondre aux manifestations par la brutalité ou par l'indifférence. Les gouvernements doivent faire montre de leur légitimité à diriger et refuser l'injustice en protégeant les plus faibles et en modérant les actions des plus puissants. Il est temps de faire passer les êtres humains avant les entreprises, et les droits avant les profits. »

Le soutien enthousiaste aux mouvements de protestation exprimé haut et fort par de nombreuses puissances mondiales et régionales au début de 2011 ne s'est pas traduit en actes. À l'heure où les Égyptiens se rendent aux urnes pour élire un nouveau président, l'impression de plus en plus dominante est qu'on laisse passer successivement toutes les occasions de changement ouvertes par les contestataires.

« Avec les manœuvres des puissances mondiales cherchant à peser au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, on a vu bien trop souvent au cours de l'année écoulée les alliances opportunistes et les intérêts financiers s'exercer au détriment des droits humains, a poursuivi Salil Shetty. On sort le discours sur les droits humains lorsqu'il sert les visées des responsables politiques ou économiques, et l'on s'empresse de le ranger au placard lorsqu'il devient gênant ou qu'il fait obstacle au profit. »

Après s'être montré impuissant face à la situation au Sri Lanka, puis incapable d'agir sur la question des crimes contre l'humanité en Syrie – l'un des principaux clients de la Russie en matière d'armement –, le Conseil de sécurité de l'ONU, censé être le gardien de la paix mondiale, apparaît bien inefficace dans cette mission. Quant aux puissances émergentes que sont l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud, elles ont trop souvent montré un silence complice.

« Il apparaît clairement et de manière impérieuse que la situation en Syrie doit être déférée à la Cour pénale internationale afin qu'elle ouvre une enquête pour crimes contre l'humanité. La détermination de certains membres du Conseil de sécurité à protéger la Syrie à tout prix permet à celle-ci de ne pas rendre de comptes pour ces crimes. C'est une trahison du peuple syrien », a affirmé Salil Shetty.

Le *Rapport 2012* d'Amnesty International recense des restrictions spécifiques à la liberté d'expression dans 91 pays et des cas de torture ou d'autres mauvais traitements – infligés bien souvent à des personnes en raison de leur participation à des manifestations – dans 101 pays.

« Il ne suffit pas de se débarrasser de tel ou tel dirigeant, aussi tyrannique soit-il, pour instaurer un changement durable. Les gouvernements doivent respecter le droit à la liberté d'expression, chez eux et à l'étranger ; ils doivent prendre au sérieux leurs responsabilités au niveau international et investir dans des systèmes et des structures qui garantissent la justice, la liberté et l'égalité devant la loi. »

La conférence des Nations unies prévue en juillet 2012 en vue de l'adoption d'un traité sur le commerce des armes sera l'épreuve de vérité pour les responsables politiques : ce sera le moment pour eux de placer le respect des droits humains au-dessus du profit et de leurs propres intérêts. Sans un traité fort, le Conseil de sécurité de l'ONU semble promis à l'échec dans son rôle de gardien de la paix et de la sécurité mondiales. Ses membres permanents, qui sont les plus gros fournisseurs d'armes de la planète, détiennent en effet le droit de veto sur toutes les résolutions.

« Les manifestants ont montré que le changement était possible. Ils ont mis les gouvernements au défi, les sommant d'agir pour la justice, l'égalité et la dignité. Ils ont montré que les dirigeants qui font fi de ces attentes ne seraient plus tolérés. Après un début difficile, 2012 doit devenir l'année de l'action », a conclu Salil Shetty.

Autres tendances et points importants dans le monde mis en lumière par le *Rapport 2012* d'Amnesty International :

- Des États très répressifs, notamment la Chine, déploient tout l'arsenal de leur appareil sécuritaire pour étouffer la contestation. La situation dramatique des droits humains en Corée du Nord n'a pas connu la moindre amélioration.
- Les soulèvements intervenus au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ont trouvé un écho très fort auprès de la population en Afrique subsaharienne. Dans des pays comme l'Angola, l'Ouganda ou le Sénégal, une force excessive a été déployée contre les manifestants.
- La contestation sociale s'est amplifiée dans les Amériques et a souvent débouché sur une confrontation directe entre le peuple et de puissants intérêts économiques et politiques. Des militants ont été menacés et tués, notamment au Brésil, en Colombie et au Mexique.
- La Russie a connu une mobilisation toujours croissante de la société civile et les plus grandes manifestations jamais organisées depuis la chute de l'Union soviétique. Mais celles et ceux qui exprimaient leur opposition au régime ont été brutalisés et dénigrés de manière systématique.
- Aucun signe de changement important n'est apparu dans des pays tels que l'Ouzbékistan ou le Turkménistan. En Azerbaïdjan, pays qui accueille en 2012 le concours Eurovision de la chanson, la liberté d'expression est réprimée et 16 prisonniers d'opinion sont toujours derrière les barreaux pour avoir voulu faire entendre leur voix en 2011.
- Le vote du Soudan du Sud en faveur de son indépendance a été suivi de violences. Mais là encore, le Conseil de sécurité – comme l'Union africaine – n'a pas condamné les violations, y compris les bombardements aveugles menés par les Forces armées soudanaises et l'interdiction d'accès aux États concernés imposée par le gouvernement soudanais aux organisations humanitaires.
- Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, alors que le monde entier avait les yeux rivés sur les soulèvements populaires, d'autres problèmes graves se sont envenimés. De plus en plus isolé, le gouvernement iranien ne tolérait aucune opposition et a recouru à la peine de mort avec une frénésie seulement dépassée par celle de la Chine. L'Arabie saoudite a déployé ses moyens répressifs contre les manifestants. Israël a maintenu le blocus de la bande de Gaza, prolongeant la crise humanitaire dans le territoire, et poursuivi l'expansion des colonies illégales en Cisjordanie. Les organisations politiques palestiniennes du Fatah et du Hamas s'en sont prises aux partisans du camp opposé. L'armée israélienne et des groupes armés palestiniens se sont livrés à l'engrenage des attaques et des représailles à Gaza.
- Le gouvernement du Myanmar a pris la décision marquante de remettre en liberté plus de 300 prisonniers politiques et d'autoriser Aung San Suu Kyi à se présenter aux élections. Mais un certain nombre d'éléments sont venus rappeler que le changement demeurait limité : les violations

des droits humains liées au conflit se sont accrues dans les régions où vivent des minorités ethniques, et les persécutions et arrestations de militants se sont poursuivies.

- Parmi les grandes tendances, on peut retenir la poursuite des violations des droits des communautés indigènes dans les Amériques, dans un contexte marqué par l'avidité toujours plus grande vis-à-vis de l'exploitation des ressources ; une discrimination croissante en Afrique sur la base de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre ; la montée du discours xénophobe chez certains responsables politiques européens ; et une plus grande vulnérabilité au terrorisme des groupes armés islamistes en Afrique.
- Des évolutions positives sont également à relever, notamment la tendance mondiale en faveur de l'abolition de la peine de mort ; le lent recul de l'impunité des crimes commis dans le passé dans les Amériques ; et des avancées marquantes sur le chemin de la justice en Europe, avec l'arrestation du général Ratko Mladić et du Serbe de Croatie Goran Hadžić, qui seront jugés pour les crimes commis dans les années 1990 dans l'ex-Yougoslavie.

/FIN

Notes aux rédacteurs :

1. Le *Rapport 2012* d'Amnesty International – *La situation des droits humains dans le monde*, couvre la période janvier–décembre 2011.

2. Des faits et chiffres, des documents audiovisuels, des détails sur les événements prévus pour les médias et d'autres informations sont disponibles. Veuillez envoyer un courriel à press@amnesty.org pour tout renseignement.

3. Pour obtenir de plus amples informations ou pour organiser une interview avec un porte-parole d'Amnesty International et celles et ceux qui sont en première ligne dans le combat pour les droits humains, veuillez prendre contact avec le Service de presse d'Amnesty International à Londres, tél. : +44 (0) 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org. Suivez-nous sur